



PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Dominique FRELAUT

Maire de Colombes - Conseiller Général des Hauts-de-Seine

Remplaçante éventuelle

Huguette HENRY

Employée de banque

*10 millions
de
grévistes
pourquoi ?
pour
leurs
revendications*

Electrices,
Electeurs,

Depuis dix ans, le pouvoir gaulliste et le patronat rejettent les légitimes revendications des travailleurs manuels et intellectuels. C'EST POURQUOI CEUX-CI ONT DU AVOIR RECOURS A LA GREVE REVENDICATIVE POUR OBTENIR SATISFACTION. La puissance de ce mouvement n'a eu d'égale que sa discipline. La C.G.T., soutenue par le Parti Communiste Français, a condamné les actes d'hommes et de groupes irresponsables qui conduiraient à l'aventure et à l'anarchie.

En ces moments difficiles, l'attitude de notre Parti a permis d'éviter l'affrontement violent que cherchait et que cherche le pouvoir, notamment en prolongeant la grève par le refus de satisfaire les revendications et en déchainant la répression policière. Tout cela en vue de légitimer le recours à la dictature militaire. Notre seul but a toujours été de faire en sorte que la lutte connaisse le succès sans jamais donner au pouvoir les moyens de la briser.

Aussi, lorsque De Gaulle parle de subversion, de chaos et de guerre civile, le mensonge est évident. Le but véritable de cette déformation des faits est de faire peur à certains pour obtenir leurs voix aux élections.

En conformité avec les intérêts de la nation, la masse des étudiants, lycéens, professeurs, soutenus dans leurs justes revendications par les organisations ouvrières, remettent en cause les fondements de l'Education Nationale et exigent un enseignement authentiquement démocratique, tenant compte des exigences de notre monde moderne.

10 ans ça suffit il faut que cela change

Défenseurs des intérêts des grands monopoles, refusant le dialogue, s'appuyant sur une majorité parlementaire servile, la dixième année de ce pouvoir gaulliste se termine par un constat d'échec.

Devant l'ampleur de la protestation, pour apaiser l'opinion et mieux la tromper encore une fois, De Gaulle parle de réformes et de « Participation ». Mais comment faire confiance à celui et ceux qui, voici moins d'un an, ont montré à nouveau leur véritable visage de réactionnaires, en démantelant la Sécurité Sociale, en supprimant le recours aux élections pour la nomination des membres des Conseils d'Administration.

En raison de ces actes, De Gaulle ne peut parler de démocratie et sa formule de « Participation » n'est qu'une tromperie. Son anti-communisme tend à cacher sa propre volonté de dictature. L'utilisation à son profit exclusif du drapeau tricolore est une usurpation car il n'est pas la propriété privée du patronat et du pouvoir mais celui du peuple tout entier.

Le choix n'est pas entre : communisme ou gaullisme, mais entre démocratie ou dictature

Notre Parti avait demandé le recours au peuple : non pas par un référendum-plébiscite, comme le voulait De Gaulle, mais par des élections. L'exigence populaire a contraint De Gaulle à dissoudre l'Assemblée Nationale.

Le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS attend avec confiance le verdict de la Nation. Pour sa part, il préconise d'en finir avec le gaullisme et de remplacer ce pouvoir autoritaire par un Gouvernement d'union démocratique. A l'inverse du parti gaulliste qui revendique le pouvoir pour lui seul, nous ne demandons pas le pouvoir pour notre seul Parti, mais seulement notre participation aux responsabilités gouvernementales avec les autres partis de gauche. Il n'y a pas, en effet, dans ce pays, de politique de gauche possible sans les communistes, qui une nouvelle fois se sont comportés en hommes responsables, en démocrates sincères et conséquents.

IL PROPOSE QUE LES OBJECTIFS DE CE GOUVERNEMENT SOIENT SCÉLÉS PAR UN CONTRAT ENTRE LES PARTIS DE GAUCHE, SOUS LA FORME D'UN PROGRAMME COMMUN QUI COMPORTERAIT :

- La défense et l'extension des libertés démocratiques.
- La satisfaction des revendications des travailleurs, les mesures pour les préserver et les développer progressivement (abrogation des ordonnances contre la Sécurité Sociale, mesures contre l'augmentation du coût de la vie, échelle mobile, l'expansion économique par le développement de la recherche scientifique et la pleine utilisation de ses applications techniques, suppression de la force de frappe).
- Des réformes de structures pour limiter le pouvoir des monopoles et de l'oligarchie financière, telles les nationalisations des grands trusts et des banques.
- Une réforme démocratique et moderne de l'enseignement.

Tout retour au passé doit être évité, telles ces pratiques d'il y a dix ans où les alliances d'hommes de gauche et du centrisme conduisaient à une politique de droite. Les appels faits dans ce sens aujourd'hui aboutiraient à la même impuissance et à une relève réactionnaire du gaullisme.

D'autres parlent de « révolution », de « pouvoir ouvrier »... A l'action démocratique des larges masses dans l'union, ils préfèrent les théories éculées de l'anarchie et des « minorités agissantes » et violentes. En fait, ils conduiraient la classe ouvrière à l'aventure. Cette irresponsabilité qui s'accompagne d'un anti-communisme violent sert objectivement le gaullisme et lui permet d'utiliser à ses fins la crainte du chaos et de la guerre civile.

Au premier tour de ces élections législatives, vous rejeterez les candidats du gaullisme, de la technocratie, de la réaction.

Vous n'oublierez pas que la servilité et l'inconditionnalité des députés U.N.R., dont M. Tricon, ont conduit le paysaux événements d'aujourd'hui.

Voter communiste, c'est voter pour l'unité ; c'est donner personnellement votre voix qui, additionnée à des millions d'autres dans le pays, fera triompher la seule solution de relève démocratique au pouvoir gaulliste : un gouvernement d'union démocratique avec la participation des communistes sur la base d'un programme commun de gouvernement.

13 Juin 1968, vu le candidat

Frelaut

Dès le premier tour

Votez efficace, votez Dominique FRELAUT

ATTENTION ! Cette circulaire n'est pas un bulletin de vote.